

CP : BAPN salue l'extension du tarif social de l'énergie et demande une perspective structurelle pour les ménages vulnérables

Bruxelles, 12 octobre 2021

Les réseaux régionaux de lutte contre la pauvreté réunis au sein du Belgian Anti-Poverty Network (BAPN) se félicitent que le gouvernement fédéral ait fait de la lutte contre la pauvreté énergétique une priorité dans le budget 2022. Maintenir la facture énergétique à un niveau abordable pour les ménages vulnérables en prolongeant le tarif social et en accordant un chèque énergie est une bonne décision dans le contexte actuel de flambée des prix du gaz naturel. Ces mesures sont désespérément nécessaires pour permettre aux personnes à faibles revenus de passer l'hiver dans la dignité. Cependant, donner aux personnes en situation de pauvreté une nouvelle perspective après la crise sanitaire et socio-économique de ces 18 derniers mois nécessite des mesures plus structurelles et à long terme. Nous appelons donc à un ancrage durable du tarif social de l'énergie et à l'élargissement du groupe des familles vulnérables qui en bénéficient en fonction du plafond de revenus.

Cette année, le tarif social a été étendu à tous avec une allocation majorée pour faire face aux conséquences socio-économiques de la crise covid. Le gouvernement fédéral a décidé de prolonger de trois mois, soit jusqu'à la fin mars 2022, cette mesure qui est actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre, ce qui permettra de protéger un million de familles (environ 2 millions de personnes) plus longtemps pendant les mois d'hiver. "Le fait que la priorité soit donnée au maintien de factures énergétiques abordables pour les personnes en situation de pauvreté est une décision juste", a déclaré Caroline Van der Hoeven, coordinatrice de BAPN. "Environ 1 Belge sur 5 a des difficultés à payer sa facture d'énergie. Derrière ce chiffre se cache une réalité très dure, celle de personnes qui, sans aide supplémentaire, ne peuvent répondre à leurs besoins fondamentaux, ne peuvent se chauffer ou ne le font pas suffisamment, et sont littéralement dans le noir", a déclaré Mme. Van der Hoeven.

Cependant, l'extension du tarif social et le chèque énergie n'offrent qu'une solution à court terme. "Nous savons que cette période sera trop courte pour qu'un grand groupe de familles vulnérables puisse trouver une solution structurelle pour continuer à payer leurs factures d'énergie, surtout avec la crise covid qui pèse toujours sur les personnes vivant dans la pauvreté, et la hausse des prix de l'énergie. C'est pourquoi **BAPN demande que l'extension du tarif social pour les personnes bénéficiant d'une allocation majorée soit ancrée structurellement.**"

En outre, la lutte contre la pauvreté énergétique n'est qu'une partie du chemin à accomplir afin de redonner de véritables perspectives aux personnes en situation de pauvreté. Les personnes à faibles revenus ont été les plus durement touchées par la crise du covid. Les personnes en situation de pauvreté ont souffert des taux de mortalité les plus élevés, les travailleurs précaires ont été les moins protégés par la sécurité sociale, et en raison de la forte augmentation des dépenses en biens de base (nourriture, électricité, gaz,...), ce sont principalement eux qui ont eu des difficultés à payer leurs factures et leur loyer. Les inondations de juillet ont encore aggravé cette situation pour un large groupe vulnérable, notamment les personnes en situation de pauvreté, qui vivent dans les zones les moins bien situées (exposées aux inondations) le long de la Vesdre. Ils ont perdu leur maison et leurs biens et beaucoup ne sont pas ou pas suffisamment assurés parce que leurs revenus ne le permettent pas.

Un ensemble de mesures dans différents domaines est nécessaire pour donner aux personnes en situation de pauvreté une chance de se rétablir après ces crises. **"Une mesure cruciale qui fait l'objet**



BELGISCH NETWERK ARMOEDEBESTRIJDING
RÉSEAU BELGE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
BELGISCHES NETZWERK ARMUTSBEKÄMPFUNG
BELGIAN ANTI-POVERTY NETWORK

d'un large consensus depuis des années consiste à faire passer les revenus les plus faibles au-dessus du seuil de pauvreté européen le plus rapidement possible", conclut Mme. Van der Hoeven. En effet, sans un revenu décent, il est presque impossible de survivre, et encore moins de sortir de la crise ou de se protéger contre les grands changements sociaux, tels que la crise climatique et la numérisation. BAPN regrette donc que l'accord budgétaire actuel ne prévoie pas de budget supplémentaire pour porter effectivement les prestations les plus faibles au seuil de pauvreté européen. **"Nous demandons au gouvernement fédéral de faire les efforts nécessaires pour garantir un revenu décent à chacun".**

Contact de presse : Caroline Van der Hoeven (BAPN): 0474/55.96.11 of caroline.vanderhoeven@bapn.be